

Ces pauvres manufacturiers ! Mais je croyais qu'ils étaient en gros et en détail. Les voleurs qui entassaient des millions aux dépens de notre peuple ; qu'ils saignent à net nos cultivateurs par un tarif que le ministre des Finances n'a pas trouvé assez élevé, puisqu'il l'a porté à 30 pour 100 quand il était de 25 et à 35 pour 100 quand il était à 30. Telle était mon opinion sur les manufacturiers. Mais il paraît maintenant que c'est eux qui avaient besoin de secours. Mon honorable ami me remet en mémoire l'histoire de l'Américain qui avait parié avec un gros homme qu'il pouvait l'avaler. Le pari fut tenu et l'Américain demanda à l'autre de s'étendre sur une table, et il se mit à lui mordre les ortels. Le gros monsieur ne fut pas lent à se plaindre. "Vous me faites mal !" Je le sais fort bien, répondit l'autre, mais pensez-vous que je peux vous gobber d'un seul coup. Le premier ministre et le ministre de l'Intérieur n'ont pas même posé la dent sur les ortels des manufacturiers ; car ceux-ci, loin de se lamenter, chantent les louanges du grand chef du parti libéral et vous voyez le député de Leeds et Grenville, un manufacturier d'instruments aratoires, voyager avec le ministre de l'Intérieur et proclamer partout que le tarif est celui qu'il leur faut. Vous aurez en sus, le député de Toronto qui vous dira à quel point ce tarif lui va.

Je veux parler de ce tarif et de ce qu'a fait le gouvernement à cet égard. Si le peuple de ce pays peut contempler avec calme la violation de la parole donnée dont ce gouvernement s'est rendu coupable, eh bien ! je désespérerais de notre avenir. J'ai sous la main le numéro du "Farmers' Sun" du 24 octobre 1894, alors qu'il était sustenté par notre directeur général des Postes, et j'y trouve une lettre signée par sir Richard Cartwright.

Comme vous vous le rappelez, quelque temps auparavant, le parti des patrons de l'industrie avait été formé. J'ignore s'il reste ici un patron. Tous disparus, je crois. Non, je me trompe. Je vois un député qui a été élu en cette qualité mais qui, nonobstant, se fait classer dans le "Parliamentary Companion" avec les libéraux : le député d'Assiniboia-est.

Voici une lettre, en date du 1er octobre, qui a paru le 24 du même mois dans le "Farmers' Sun," écrite par le ministre du Commerce. S'adressant à ses amis qui sont des patrons de l'industrie, il dit :

Plus que tout autre, je sais dans quelle mesure la protection est fatale à la liberté et au bon fonctionnement d'une administration honnête et prudente. C'est cette certitude, pour le moins autant que la conscience du tort matériel qui serait éprouvé par notre pays (comme je l'ai démontré dans mon exposé budgétaire de 1876, et toujours depuis) qui a induit M. Mackenzie, moi-même et nos collègues à nous opposer vigoureusement à l'introduction de ce système au Canada.

Plus loin il dit :

Quoi qu'il en soit, je crois qu'ils courent une grande chance—

Il s'agit des patrons.

—de commettre une erreur capitale à ce sujet. Les ennemis de la liberté et du gouvernement, bien entendu, sont nombreux parmi nous de nos jours. Leur stratégie est habile et leur organisation admirable. La protection a de nombreuses racines ; ses ressources monnayées sont abondantes et elle contrôle une bonne partie de nos journaux. Elle tient les rênes du gouvernement et englobe la majeure partie des ressources actives de ce pays. Soyez certains qu'ici, comme aux Etats-Unis, la protection aura un trépas subit. Or, ceci étant admis, quand les adversaires de ce système se chamaillent à la veille de livrer le combat suprême, ils font plus que commettre un crime, comme disait un homme d'Etat français ; ce serait une erreur irréparable et peu facile à pardonner.

L'homme qui a écrit cela est maintenant ministre dans le gouvernement qui désirait l'aide des patrons pour détruire l'ennemi commun ; seulement, aujourd'hui, va-t-il bras dessus bras dessous avec un des voleurs en question et le premier ministre avec le voleur No 2 ? Je ne saurais dire. Continuons la lecture de la lettre :

Les patrons veulent donc réformer le tarif, améliorer l'assiette de l'impôt. Bien, qu'il en coûte quoi que ce soit, faisons cela. C'est la base du programme libéral ; depuis 1878 nous n'avons pas pensé autrement, les rapports sessionnels en font foi. Les patrons veulent que les intérêts des cultivateurs soient l'objet d'une juste sollicitude. N'est-ce pas uniquement à cause de cette sollicitude du gouvernement Mackenzie qui ne voulait pas livrer les cultivateurs pieds et poings liés à des industriels épris de protection que ce gouvernement a été défait ?

Et dire que celui qui a écrit cela est maintenant ministre dans le gouvernement qui retient ces pauvres cultivateurs, toujours pieds et poings liés, sous la domination d'industriels sans entrailles. Il continuait ainsi :

Je vous le demande : par qui M. Mackenzie a-t-il été battu ? Je ne veux pas récriminer, mais il est de vérité historique que la défaite a été causée par les votes des cultivateurs libéraux entichés par la promesse de marchés domestiques, de prix très rémunérateurs et, généralement, d'une prospérité que faisaient habilement miroiter ces malhonnêtes et ignares charlatans qui ont en 1878 imposé au Canada ce précieusement tarif de protection.

Mais, M. l'Orateur, nous avons, en substance, aujourd'hui, le même tarif. Si les hommes qui en 1878 établissaient la politique nationale étaient des ignorants, l'honorable ministre du Commerce mérite d'être considéré comme un coupable en toute connaissance de cause. Une autre phrase :

Quels sont les autres articles du programme des patrons qui soient du domaine de la politique fédérale ?

S'il y a ici un patron, qu'il écoute ceci. S'il y a un libéral, qu'il en fasse autant. S'il y a quelqu'un qui croit que l'honnêteté individuelle peut exister dans la vie pu-